



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/77
20 janvier 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 16 de l'ordre du jour provisoire

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA TROISIEME DECENNIE
DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrophes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 4	3
I. INFORMATIONS RECUES DES GOUVERNEMENTS	5 - 48	4
Danemark	5 - 20	4
Mexique	21 - 48	7
II. INFORMATIONS RECUES DU HAUT COMMISSARIAT POUR LES REFUGIES	49 - 58	12
III. INFORMATIONS RECUES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	59 - 89	14
Université spirituelle internationale des Brama-Kumaris	59 - 63	14
Forum des migrants des Communautés européennes .	64	15
Internationale libérale	65 - 71	15
Conseil saami	72 - 74	17

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
South African Social Science Research and Development Forum	75 - 85	18
Association mondiale des guides et des éclaireuses	86 - 89	21
IV. FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE PROGRAMME DE LA TROISIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE	90 - 91	22

Annexes

I. Manifeste européen contre le racisme	23
II. Résolution adoptée par l'Internationale libérale	25
III. Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	26

Introduction

1. Dans sa résolution 48/91 du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé de proclamer la période de dix ans commençant en 1993 troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et d'adopter le Programme d'action proposé pour cette décennie.

2. Au paragraphe 25 du Programme d'action, l'Assemblée générale a chargé le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme, agissant en coopération avec le Secrétaire général, de coordonner les programmes et d'évaluer les activités se rapportant à la troisième Décennie et a recommandé à la Commission des droits de l'homme d'établir un groupe de travail, à composition non limitée, ou tout autre dispositif adéquat, qui serait chargé de passer en revue les informations concernant les activités menées dans le cadre de la Décennie, en se fondant non seulement sur les rapports annuels du Secrétaire général, mais aussi sur des études et des rapports de séminaires, afin que la Commission puisse formuler des recommandations utiles à l'intention du Conseil économique et social, notamment sur certaines activités et sur l'établissement des priorités.

3. A sa cinquantième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1994/9 du 18 février 1994 relative à la mise en oeuvre du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport annuel détaillé sur :

a) toutes les activités des organismes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en analysant les informations reçues sur ces activités qui concernent la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

b) les mesures à prendre en vue d'améliorer la coordination des activités du Programme d'action ou de compléter, en se fondant sur les débats en plénière, le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

4. Le présent rapport fait suite aux recommandations de l'Assemblée générale mentionnées au paragraphe 25 du Programme d'action de la troisième Décennie et à la requête de la Commission mentionnée ci-dessus. Les informations contenues dans ce document complètent celles qui ont été transmises au Conseil économique et social, à sa session de fond de 1994 (voir E/1994/97).

I. INFORMATIONS RECUES DES GOUVERNEMENTS

DANEMARK

[9 septembre 1994]

[Original : anglais]

Renseignements généraux sur les minorités ethniques au Danemark

5. En janvier 1994, sur une population de 5,2 millions d'habitants, le nombre total d'étrangers était d'environ 189 000, soit 3,6 %. Les groupes nationaux les plus importants en provenance de pays dits du tiers monde, c'est-à-dire extérieurs à la région nordique et à l'Union européenne, étaient constitués par des Turcs (34 658), des citoyens de l'ex-Yougoslavie (11 618), des apatrides (10 427), des Iraniens (7 939), des Pakistanais (6 368) et des Sri-Lankais (5 782).

6. Ne figurent pas dans ces chiffres les demandeurs d'asile et les citoyens de l'ex-Yougoslavie, à savoir environ 18 000 personnes, qui bénéficient d'un programme de protection temporaire. Ces chiffres ne reflètent pas non plus le fait qu'un certain nombre d'étrangers ont acquis la citoyenneté danoise. Il convient de mentionner aussi qu'environ 10 000 personnes sont nées au Groenland et que la majorité d'entre elles peuvent être considérées de souche groenlandaise.

7. Quant aux Turcs, aux citoyens de l'ex-Yougoslavie et aux Pakistanais mentionnés ci-dessus, il s'agit essentiellement d'immigrants arrivés au Danemark dans les années 60 et 70 et de personnes autorisées à entrer au Danemark pour des raisons de réunification familiale. Un grand nombre d'immigrants sont arrivés dans les années 60 et, de ce fait, s'est constituée une deuxième génération intégrée à la société danoise. Pour ce qui est des Iraniens et des Sri-Lankais, il s'agit pour la plupart de réfugiés et des membres de leurs familles arrivés plus récemment au Danemark.

Dispositions juridiques

8. Aux termes du paragraphe 266 b) du Code pénal danois, "Toute personne qui, publiquement ou avec une intention de propagande, profère ou propage sous toute autre forme des propos menaçants, injurieux ou dégradants à l'égard d'un groupe de personnes pour des raisons de race, de couleur, d'origine nationale ou ethnique, de religion ou de préférence sexuelle, est passible d'une amende, d'une mesure d'arrestation ou d'une peine d'emprisonnement de deux ans maximum".

9. L'ordonnance No 626 du 29 septembre 1987 sanctionne la discrimination dans l'accès aux établissements publics.

10. La loi No 466 du 30 juin 1993 relative au Conseil de l'égalité raciale a porté création d'un mécanisme destiné à combattre toute inégalité de traitement, sous tous ses aspects, et à assurer à tous les groupes ethniques de la société des chances égales. Le Conseil n'est pas habilité à recevoir des plaintes individuelles, mais il étudie les tendances et les problèmes généraux

d'inégalité de manière à pouvoir donner un avis consultatif aux autorités concernées. Il joue aussi un rôle de sensibilisation, par exemple en organisant des réunions et des conférences. Il s'emploie actuellement à promouvoir la tolérance et l'égalité ethnique dans quatre grands domaines : les médias, le marché du travail, la police et le judiciaire et la protection sociale et la santé.

Autres mesures

11. Outre les activités précitées du Conseil de l'égalité raciale, nombre d'activités et de mesures sont axées au Danemark sur la tolérance et l'intégration.

12. Les programmes d'intégration du Conseil danois pour les réfugiés contribuent à faire participer et à intégrer les réfugiés et leurs familles aux activités sociales, culturelles, linguistiques et autres. Le Conseil offre notamment une formation linguistique et professionnelle, ainsi que des services consultatifs et une assistance dans des questions sociales. En 1994, le Conseil a été doté d'un budget de 518 millions de couronnes danoises (DKr). A l'issue d'un programme national d'intégration de 18 mois, les municipalités danoises assurent à leur tour d'autres activités d'intégration.

13. Le Gouvernement danois facilite la création et soutient économiquement divers conseils et associations d'immigrants et de réfugiés qui ont ainsi un moyen efficace d'exprimer leurs préoccupations et aspirations en ce qui concerne leur situation dans la société danoise. Parmi les plus importants on mentionnera deux organisations non gouvernementales, la Fédération des minorités ethniques au Danemark et le Conseil des immigrants au Danemark. Ce dernier, qui est le forum de toutes les organisations d'immigrants, donne des avis consultatifs au Ministre de l'intérieur sur toutes les questions se rapportant à l'immigration et à l'intégration.

14. Ces associations, ainsi que d'autres organisations non gouvernementales et les municipalités, sont à l'origine de nombreux projets, clubs et autres activités visant à aider spécialement les femmes, les enfants et les jeunes immigrés.

15. Le Ministère de l'intérieur administre un fonds d'affectation spécialement consacré aux immigrants et aux réfugiés, dont le montant est d'environ 5,6 millions de DKr par an. Ce fonds sert à promouvoir la compréhension, la tolérance et l'ouverture entre Danois et immigrants ou réfugiés en appuyant des réunions et des activités culturelles au sein des collectivités et en diffusant des informations. Peuvent faire appel à ce fonds des particuliers, des associations, des institutions, etc.

16. En 1993, le Ministère de l'intérieur a aussi créé un comité spécial pour l'intégration et les droits des femmes immigrées. Ce comité formulera des recommandations dans les domaines culturels et sociaux, sur les questions concernant l'hygiène et la santé, sur les problèmes d'emploi et sur d'autres aspects de l'intégration et du statut juridique des femmes étrangères.

17. Le Ministère danois des affaires culturelles administre un fonds de dotation intitulé "Le sport pour les réfugiés" destiné à aider les associations locales, etc., qui s'emploient à encourager les réfugiés à participer à des activités sportives et athlétiques. En vertu de la loi de finance de 1994, un montant de deux millions de DKr a été alloué à ce fonds.

18. En 1992, le Ministère danois du travail a constitué la "Commission d'étude des obstacles" dont la mission est de formuler des propositions quant aux mesures qui permettraient d'éliminer les obstacles en ce qui concerne l'emploi des immigrants et des réfugiés, leur formation professionnelle et leur place sur le marché du travail. Le Ministre du travail a présenté un plan d'action sur la base des recommandations formulées par cette Commission.

19. Il existe aussi divers moyens d'information, dont le bulletin "Nyhedsbrev om Danmarks Udlændinge", publié par le Ministère de l'intérieur, les publications de la Croix-Rouge danoise ayant pour thème, entre autres, l'accueil des demandeurs d'asile, et diverses autres initiatives sous forme de films ou de publications.

20. Dans le cadre du Comité gouvernemental pour la ville et la cité, divers ministères se sont associés avec pour objectif, notamment, d'empêcher la forte concentration de réfugiés et d'immigrants dans certaines municipalités et quartiers où résident déjà en grand nombre des populations socialement défavorisées. On sait d'expérience que ce phénomène de concentration peut susciter des réactions hostiles aux immigrants et aux réfugiés. Diverses propositions ont été faites pour encourager un large éventail d'activités destinées à améliorer les relations au sein des communautés urbaines. Les principaux secteurs d'intervention sont les politiques de logement, l'éducation et la formation, la prévention de la criminalité et les programmes de promotion d'initiatives associatives et de clubs d'activités de loisirs.

MEXIQUE

[16 août 1994]

[Original : espagnol]

A. Mesures constitutionnelles et législatives

21. La Constitution politique des Etats-Unis du Mexique, norme juridique nationale la plus élevée, stipule en son article premier que tout individu a droit aux garanties qui y sont énoncées, lesquelles ne peuvent être restreintes ou suspendues que dans les cas et selon les modalités prévues dans la Constitution elle-même.

22. Conformément à la loi et à la jurisprudence, deux principes fondamentaux sont suivis en application de cet article :

a) Tous les habitants du pays sont égaux et jouissent des droits fondamentaux énoncés dans la Constitution, qu'ils soient Mexicains ou étrangers et sans distinction fondée sur la race, la religion ou le sexe;

b) La suspension des droits de l'homme est prévue à l'article 29 de la Constitution fédérale, qui concerne les situations d'urgence, soit dans les cas d'invasion, de perturbations graves de l'ordre public ou toute autre circonstance qui met la société en situation de danger ou de conflit grave; dans de tels cas, la suspension peut être décidée sur l'ensemble du territoire ou en certains lieux déterminés, certains droits étant suspendus afin de faire face rapidement et efficacement à la situation.

23. Il ressort de ce qui précède que le respect des droits de l'homme et les garanties de leur exercice ne relèvent pas de l'arbitraire d'une autorité quelconque, mais sont clairement réglementés dans la Constitution nationale.

24. Ainsi, les dispositions particulières concernant les droits de l'homme, comme celles de l'article 3, qui consacre le droit à l'éducation, des articles 6 et 7, qui garantissent la liberté d'expression des idées oralement et par écrit et, de façon générale, les autres dispositions concernant les garanties de la personne, sont scrupuleusement respectées.

25. En 1992, comme suite à une directive du Gouvernement mexicain visant à garantir le strict respect des droits de l'homme, leur enseignement et leur défense dans tous les domaines, la Commission nationale des droits de l'homme a été créée. Depuis lors, celle-ci n'a formulé aucune recommandation sur des questions de racisme ou de discrimination raciale, ce qui prouve qu'en principe ces pratiques n'existent pas au Mexique.

26. Dans le but d'assurer une administration équitable de la justice à l'égard des personnes défavorisées, le pouvoir législatif a récemment ajouté à l'article 52 du Code pénal fédéral une disposition selon laquelle les autorités de justice sont tenues, lorsqu'elles prononcent une peine, de tenir compte de la situation sociale et économique de l'intéressé, ainsi que des us et coutumes propres au groupe ethnique autochtone auquel il appartient,

de façon que ces éléments entrent en ligne de compte et que la peine prononcée soit proportionnelle au degré de culpabilité de l'accusé, principe essentiel du droit pénal de tout Etat démocratique.

27. En outre, les dispositions applicables ont été modifiées pour faire en sorte que tout détenu autochtone ou étranger, ne parlant pas ou ne comprenant pas suffisamment l'espagnol, soit assisté d'un interprète et, s'il s'agit d'un étranger, que la mesure de détention soit immédiatement notifiée à la représentation diplomatique ou consulaire de son pays.

28. Les mesures décrites ci-dessus ont pour objet de veiller à ce que, dès le début de la procédure et tout au long de celle-ci, les prévenus soient informés avec exactitude des motifs de leur arrestation, de leur situation devant la justice, ainsi que de leurs droits, et puissent être assistés d'un avocat et, dans le cas des étrangers, bénéficier de l'aide de la représentation diplomatique de leur pays.

B. Mesures en faveur des populations autochtones

29. S'agissant des mesures prises pour assurer la protection des droits des autochtones, le Gouvernement mexicain rend compte, dans les paragraphes qui suivent, des réformes apportées à l'ensemble de la procédure pénale pour assurer aux autochtones un traitement plus juste; il expose le programme de justice de l'Institut national pour les autochtones (INI) et explique le rôle de la Commission nationale des droits de l'homme dans ce domaine.

1. Réformes législatives

30. Pour renforcer la protection des droits de l'homme dans toute procédure quelle qu'elle soit et, en particulier, lorsqu'il s'agit du régime de la détention, des aveux judiciaires et de la présentation de l'inculpé à l'autorité compétente, le Congrès de l'Union a approuvé, le 20 décembre 1990, le projet du Président de la République portant modification de diverses dispositions du Code fédéral de procédure pénale et du Code de procédure pénale du District fédéral. Ces réformes, entrées en vigueur le 1er février 1991, contiennent des dispositions expressément applicables aux affaires dans lesquelles des autochtones sont impliqués.

31. En substance, ce train de réformes législatives vise quatre buts : élargir le système des cautions de manière à faire bénéficier de la liberté provisoire un plus grand nombre de personnes, notamment les plus démunies; entourer de garanties les aveux de l'inculpé et son droit à se défendre des allégations portées contre lui, afin de prévenir la torture, la mise au secret, les menaces et le chantage; garantir au pénal les droits propres aux membres des groupes ethniques; faire obligation aux fonctionnaires de communiquer les informations qu'elle pourrait demander à la Commission nationale des droits de l'homme créée par le décret du 6 juin 1990 au sein du réseau institutionnel de protection des droits de l'homme.

32. La loi prévoit que les citoyens autochtones ont droit aux services d'un interprète lorsqu'ils ne parlent pas espagnol, et pose le principe général que l'action pénale intentée contre eux doit assurer effectivement la protection qui leur est due, eu égard à leur situation.

33. Les modifications et adjonctions apportées à plusieurs dispositions répondent principalement à la nécessité, sur le plan juridique et humain, d'assurer, selon les exigences de l'Etat de droit, un traitement plus juste aux membres des groupes ethniques qui ignorent l'espagnol ou ne le maîtrisent pas bien.

34. Leurs coutumes, leurs langues, leurs valeurs, leurs traditions juridiques, leurs pratiques sociales et leur situation géographique font que les autochtones se trouvent, par rapport au reste de la nation, dans une situation particulière dont il convient de tenir compte.

35. Les réformes approuvées renforcent en particulier l'obligation faite au juge de réunir tous les éléments qui lui permettront de connaître et d'apprécier la personnalité et la situation des auteurs et autres justiciables impliqués dans une infraction qui appartiennent à des groupes ethniques déterminés.

2. Programme de justice en faveur des peuples autochtones

36. Le gouvernement s'attache notamment à garantir aux populations autochtones que l'administration de la justice sera à leur égard honnête, efficace et adaptée à la situation historique, sociale et culturelle qui leur est propre.

37. C'est dans cet esprit que le Président de la République a installé le 7 avril 1989 la Commission nationale de justice pour les peuples autochtones du Mexique composée de personnalités éminentes, qui a un rôle consultatif auprès de l'Institut national pour les autochtones.

38. Le programme de justice en faveur des peuples autochtones du Mexique se développe selon quatre objectifs indissociables :

a) Procéder à l'analyse du cadre législatif et réglementaire, formuler des recommandations tendant à faire prendre en compte les droits propres aux peuples autochtones, veiller à leur mise en oeuvre et empêcher toute discrimination;

b) Constituer des équipes agraires de conciliation chargées de combler le retard et de régler les litiges fonciers dans les communautés et entre elles;

c) Offrir des services directs de conseil et d'assistance judiciaires et favoriser la mise en liberté des détenus autochtones, conformément à la loi relative aux normes minima de réinsertion sociale des condamnés;

d) Coordonner avec les autorités publiques et les organismes associatifs, par voie d'accord ou en créant des institutions permanentes de coopération, les efforts entrepris en faveur des peuples autochtones;

e) Former des avocats autochtones et des traducteurs, et soutenir la création, dans les régions habitées par les autochtones, d'organisations et d'associations professionnelles permanentes chargées d'assurer des services de conseil et d'assistance judiciaires, en particulier en matière pénale et en matière agraire.

3. Organismes locaux de défense des peuples autochtones

39. La protection des droits des autochtones occupe une place prioritaire dans la politique des gouvernements des différents Etats.

40. Le Gouvernement de l'Etat d'Oaxaca - Etat qui, avec plus d'un million et demi de personnes de diverses ethnies, compte la population autochtone la plus nombreuse - a parachevé l'action législative en faveur des autochtones en créant, par décret publié au Periódico Oficial de cet Etat du 26 septembre 1986, la Procuration de défense des autochtones, organisme chargé de veiller à la bonne administration de la justice dans les affaires mettant des autochtones en cause, en vue de prévenir, et le cas échéant, sanctionner les violations des droits des minorités ethniques.

41. A son tour, le gouvernement de l'Etat de Guerrero - qui abrite une nombreuse population autochtone - conscient de la similitude des problèmes que rencontrent les diverses communautés autochtones, a créé, par décret du 29 avril 1987, la Procuration sociale de la Montaña, qui a pour mission d'assurer le plein épanouissement des autochtones de l'Etat, leur protection juridique et la réalisation de toutes leurs capacités productrices.

42. Des organismes analogues ont été créés dans les Etats qui comptent un fort pourcentage d'autochtones, dont :

a) La Procuration d'action civique, créée dans l'Etat de Aguascalientes en 1988;

b) La Commission des droits de l'homme, créée dans l'Etat de Morelos en 1989;

c) La Procuration sociale du Département du District fédéral, créée en 1989.

Ces organismes, qui sont en liaison avec de multiples administrations en place aux trois niveaux de l'Union, s'insèrent dans le cadre institutionnel national qui protège et sauvegarde les droits des minorités.

C. Commission nationale des droits de l'homme

43. Le Gouvernement mexicain a reconnu la nécessité de créer, en marge de la bureaucratie, un nouveau mécanisme de défense des droits de l'homme indépendant, auquel le plaignant peut s'adresser directement. C'est ainsi que le décret présidentiel du 6 juin 1990 a institué la Commission nationale des droits de l'homme qui, en sa qualité d'organe de médiation et d'une manière générale, connaît des violations des droits de l'homme, procède aux enquêtes qu'elle juge utiles, évalue les éléments de preuve en toute conscience et fait les recommandations voulues.

44. Le règlement intérieur de la Commission prévoit des services d'assistance pour ceux qui ne savent pas écrire ou dont l'espagnol n'est pas la langue maternelle : "Si le plaignant ne sait pas écrire, la Commission lui fournit les services dont il a besoin pour produire les pièces à l'appui de sa plainte. S'il y a lieu, elle fournit aussi des services de traduction".

Dans cet esprit, la Commission a publié la traduction en náhuatl de son règlement intérieur, de manière à le diffuser plus largement auprès de la population qui parle cette langue et qui constitue la communauté autochtone du Mexique la plus nombreuse.

D. Mesures éducatives

45. Le Gouvernement mexicain a lancé une série d'actions en faveur de l'éducation pluriculturelle :

- i) Programmes d'éducation pour tous et rôle spécial des langues autochtones;
- ii) Fonds de solidarité pour la promotion du patrimoine culturel des populations autochtones;
- iii) Festivals;
- iv) Recherche;
- v) Prix et concours;
- vi) Musique, cinéma et photographie.

E. Violations des droits des travailleurs migrants

46. Enfin, s'agissant de l'alinéa g) du paragraphe 12 du Programme d'action pour la troisième Décennie (Action à l'échelon international), dans lequel le Secrétaire général est prié d'organiser des séminaires sur le racisme et la discrimination raciale visant les travailleurs migrants, les renseignements sont les suivants.

47. La Commission nationale des droits de l'homme n'a pas organisé de séminaires de ce type, mais elle a publié en 1992 la première édition d'un rapport sur les violations des droits de l'homme des travailleurs migrants mexicains lors de leur déplacement vers la frontière nord, lorsqu'ils passent la frontière et lorsqu'ils s'installent dans la zone frontière sud des Etats-Unis, rapport qui a été réédité en septembre 1993. Le rapport fait état d'actes particuliers de discrimination constatés dans la zone frontière du sud des Etats-Unis, ayant contribué à inciter à une haine de plus en plus marquée à l'égard des travailleurs migrants mexicains, notamment des travailleurs sans papier d'identité, et à la perpétration d'actes de violence de la part de groupes tels que le "Movimiento Ilumina la Frontera".

48. La Commission nationale a prévu, dans ses activités du domaine international pour la période allant de mai 1994 à mai 1995, de prendre les mesures nécessaires pour mettre à jour ses données concernant les violations des droits de l'homme dont sont victimes les travailleurs migrants mexicains dans la zone frontière du nord du Mexique. En outre, la deuxième édition du rapport sur les violations des droits de l'homme des travailleurs migrants se rendant aux Etats-Unis est en cours d'établissement et contiendra des renseignements sur le problème auquel ces travailleurs sont confrontés en raison des comportements racistes et xénophobes en territoire américain.

II. INFORMATIONS RECUES DU HAUT COMMISSARIAT POUR LES REFUGIES

[14 juillet 1994]

[Original : anglais]

49. Réagissant à la gravité croissante du problème des réfugiés - leur nombre est évalué à 20 millions dans le monde - le Haut Commissaire a engagé son institution dans une stratégie dont les trois pôles sont la prévention des circonstances qui contraignent les populations à fuir, la protection des populations dont la fuite est inévitable et la promotion de solutions, dont le rapatriement librement consenti.

50. Cette stratégie tripolaire a certains objectifs communs avec la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en ce sens que la disparition des violations des droits de l'homme contribuerait à la prévention des exodes de réfugiés, à l'allègement du fardeau des pays d'asile et à la promotion de solutions durables, notamment le rapatriement librement consenti.

51. L'Assemblée générale a noté le lien existant entre ces questions et les activités menées par le HCR. Dans sa résolution 48/116, l'Assemblée générale a demandé instamment aux Etats, au Haut Commissariat et aux organisations non gouvernementales de poursuivre les efforts qu'ils déploient pour faire mieux comprendre et mieux accepter par l'opinion publique les personnes ayant une origine et une culture différentes, afin d'éliminer les comportements hostiles, racistes ou xénophobes et les autres formes d'intolérance à l'égard des étrangers, notamment les réfugiés et demandeurs d'asile, les personnes déplacées et les membres des minorités.

52. Dans sa résolution 47/105, l'Assemblée générale a vivement déploré l'intolérance ethnique et autre, qui est l'une des principales causes des migrations forcées, et a instamment invité les Etats à faire le nécessaire pour assurer le respect des droits de l'homme, surtout les droits des personnes appartenant à des minorités; elle s'est déclarée préoccupée par la xénophobie et les attitudes racistes manifestées par des groupes de population dans plusieurs pays recevant des réfugiés et des demandeurs d'asile, qui mettent ceux-ci gravement en danger, et a donc engagé les Etats et le Haut Commissariat à continuer de promouvoir activement au sein des communautés nationales une meilleure compréhension du sort des réfugiés et demandeurs d'asile.

53. Le Haut Commissariat a pris certaines initiatives en réaction à ces préoccupations. Par exemple, l'enseignement de la législation en matière de droits de l'homme occupe une place de plus en plus grande dans son programme de séminaires et d'activités de promotion du droit des réfugiés, qui est appliqué dans chacune des régions du monde. A cet égard, un manuel de formation en cours d'élaboration à l'intention du personnel du HCR responsable des droits de l'homme et de la protection des réfugiés contient un chapitre réservé à la discrimination raciale. Entre autres questions examinées figurent la discrimination entre différents groupes de réfugiés, la discrimination entre réfugiés et citoyens du pays d'asile et la protection contre la xénophobie et la violence raciste.

54. Le Haut Commissariat a aussi lancé une campagne de sensibilisation du public dans plus d'une dizaine de pays d'asile pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie, l'un des objectifs étant de rappeler à la population que les réfugiés sont eux aussi des êtres humains.

55. Les enfants constituent l'un des groupes cibles des activités de sensibilisation de l'opinion publique. Le HCR a conçu des matériels éducatifs destinés aux enfants sous forme de revues, dont l'enfant réfugié, et de vidéocassettes telles que "Faire un p'tit effort" pour les jeunes enfants et Soul II Soul, pour les adolescents. Le HCR a également élaboré et distribué des matériels éducatifs destinés aux enseignants.

56. L'opinion publique en général est sensibilisée au moyen de trois affiches également reproduites sous forme d'annonces publicitaires dans des médias internationaux. Cette campagne a été élargie à l'aide de trois vidéocassettes porteuses du même message que les affiches.

57. Cette action se trouverait renforcée si d'autres institutions de l'ONU prenaient des initiatives allant dans le même sens. A cet égard, le HCR signale qu'il est prêt à participer aux séminaires et études prévus dans le programme d'action.

58. Le HCR souhaite vivement collaborer avec le Centre pour les droits de l'homme dans le cadre de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

III. INFORMATIONS RECUES D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

UNIVERSITE SPIRITUELLE INTERNATIONALE DES BRAMA-KUMARIS

[15 juillet 1994]

[Original : anglais]

59. L'Université spirituelle internationale des Brama-Kumaris a participé au cours des dernières années à diverses activités pertinentes et se propose de poursuivre cette participation à l'avenir. Si la majorité de ses activités ne sont pas spécifiquement décrites comme étant destinées à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, elles ont pourtant cet effet.

60. En tant qu'organisation éducative axée sur l'aspect spirituel de la vie humaine, l'Université spirituelle internationale des Brama-Kumaris insiste toujours sur la valeur et la dignité inhérentes à l'individu en tant que caractéristique commune à toute l'humanité - en fait l'essence même de l'être humain. L'humanité peut être diverse et riche en variétés dans son aspect physique, notamment la race, mais lorsqu'une plus grande importance est accordée à l'esprit immatériel, fondamentalement le même pour tous, on constate que les comportements discriminatoires et les préjugés peuvent disparaître.

61. Nos classes et nos cours, y compris ceux organisés en Afrique du Sud, attirent depuis de nombreuses années des participants largement représentatifs des différences raciales, ethniques ou culturelles qui sont capables de transcender ces différences superficielles, conscients des aspects plus profonds où tous ne font qu'un. La publication Messagers de la paix des Nations Unies "Vision d'un monde meilleur", publiée par l'Université Brama-Kumaris à titre de rapport sur ses activités dans le cadre du projet de coopération mondiale pour un monde meilleur, montre clairement comment des individus originaires de 129 pays partagent les mêmes valeurs et aspirations spirituelles et morales essentielles.

62. L'Université des Brama-Kumaris a aussi pu constater comment une compréhension plus spirituelle de l'individu et de la société peut induire un profond respect de soi-même, sans lequel il ne peut y avoir de respect durable des droits et libertés d'autrui.

63. L'Université spirituelle internationale des Brama-Kumaris est de ce fait convaincue qu'une éducation spirituelle peut contribuer à surmonter le racisme et la discrimination raciale.

FORUM DES MIGRANTS DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

[29 juillet 1994]

[Original : français]

64. Le Forum des migrants, organe consultatif auprès de la Commission européenne et le Parlement européen, a publié un manifeste intitulé "Manifeste européen contre le racisme". Ce texte est contenu dans l'annexe I au présent rapport.

INTERNATIONALE LIBERALE

[29 juillet 1994]

[Original : anglais]

65. L'Internationale libérale se félicite de l'initiative mondiale prise par le Centre pour les droits de l'homme aux fins d'éliminer la discrimination raciale mais relève qu'une troisième décennie est nécessaire pour assurer la réalisation de cet objectif. Avant la mise en pratique des programmes de la troisième Décennie, les raisons de l'échec apparent de celles qui l'ont précédée devraient être examinées.

66. L'Internationale libérale est naturellement opposée à toutes les formes de discrimination, mais d'autant plus lorsque le préjugé est fondé simplement sur la couleur de la peau d'une personne ou son origine raciale. Cette forme de discrimination apparaît sur les lieux de travail, dans l'enseignement, dans les médias et entre Etats.

67. Loin de s'améliorer dans les nations démocratiques, les relations raciales ont empiré dans de nombreuses régions. Les Etats-Unis d'Amérique ont connu des émeutes raciales révélatrices de la pire agitation sociale depuis la guerre civile. En Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, les partis d'extrême droite ont gagné un soutien alarmant. Dans l'ex-Yougoslavie, on sait maintenant que le nettoyage ethnique a été pratiqué. En Europe occidentale, plusieurs incidents se sont produits au cours des dernières années. Tout cela préoccupe beaucoup l'Internationale libérale, indépendamment de la discrimination raciale qui sévit dans d'autres pays.

68. La troisième Décennie de la lutte contre le racisme, la discrimination et les préjugés devrait être axée sur deux éléments centraux :

- i) davantage de ressources devraient être consacrées à l'apaisement des souffrances causées par la discrimination raciale au niveau international; dans les cas manifestes de discrimination, les Nations Unies et, en particulier, le Conseil de sécurité devraient davantage intervenir et manifester rapidement leur réprobation;
- ii) l'éducation est un instrument important dans l'élimination de toute forme de discrimination; les Etats Membres doivent se donner pour première priorité d'accorder plus de place à l'éducation.

Education contre la discrimination

69. Tout en faisant de l'éducation l'élément clé de la lutte contre la discrimination, l'Internationale libérale n'ignore pas que l'éducation peut aussi être une cause majeure de discrimination. Les régimes qui contrôlent l'éducation, et qui ont de ce fait une grande influence sur la manière de penser de leurs citoyens, sont en grande partie responsables du racisme institutionnalisé. Les Nations Unies doivent condamner avec plus de vigueur de tels régimes. Il ne faut pas pour autant négliger d'autres causes de discrimination, dont celles de nature sociale ou économique.

Action de l'Internationale libérale

70. Lors de la réunion de son Comité exécutif à Budapest, en 1993, l'Internationale libérale a adopté à l'unanimité une résolution invitant à une plus grande tolérance et à moins de xénophobie (voir annexe II). Son attachement à ces principes est la pierre angulaire de l'organisation depuis sa création il y a près de 50 ans et le moteur d'activités permanentes de la part de ses membres au niveau national.

71. L'Internationale libérale soutient aussi la campagne contre l'intolérance menée par la Fondation Friedrich Naumann ("Toleranz zeigt sich im Handeln") à laquelle elle ajoutera une dimension internationale en 1995.

CONSEIL SAAMI

[13 juillet 1994]
[Original : anglais]

72. Le Conseil saami réaffirme sa volonté sincère de contribuer à faire de la Décennie une étape décisive sur la voie de l'élimination du racisme.

73. Il est dans la tradition du Conseil saami de faire montre de solidarité avec les groupes moins favorisés dans le monde, aussi souhaite-t-il cette fois-ci appeler tout particulièrement l'attention sur la situation des Sans (Boschimans) d'Afrique australe.

74. A l'initiative du Conseil saami et des parlements saamis en Norvège, en Finlande et en Suède, une coopération, qu'on espère durable, se développe entre Saamis et Sans. Les gouvernements des trois pays nordiques précités ont fortement soutenu et encouragé cette coopération. Le 24 octobre 1990, le Conseil saami a publié, par l'intermédiaire de son bureau en Finlande, une déclaration concernant les Sans. Cette déclaration a été communiquée aux Gouvernements finlandais, suédois, norvégien et danois. Le texte en est le suivant :

"Le Conseil saami est très inquiet pour les Sans d'Afrique australe, craignant que la plus ancienne des nations aborigènes d'Afrique soit rapidement menacée d'extinction. Le Conseil saami est membre du Conseil mondial des peuples indigènes et fait partie de son bureau. Le Conseil saami est aussi une organisation non gouvernementale reconnue, dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies et de l'OIT. Le Conseil saami se sent dans l'obligation d'appeler l'attention sur les conditions de vie dangereuses et difficiles des Sans. Les pays nordiques sont instamment priés de collaborer activement à l'action destinée à atténuer les difficultés des Sans et à trouver les moyens de préserver leur culture unique. Les pays nordiques envisagent-ils la possibilité, par exemple par l'intermédiaire de leurs institutions d'aide au développement, d'influencer les autorités qui gouvernent les régions peuplées par les Sans à respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention No 169 de l'OIT ? Les pays nordiques considèrent-ils que les dispositions prises dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) suffiront pour inciter les Gouvernements du Botswana, de la Namibie et de l'Angola à adopter des stratégies spécialement destinées à sauvegarder la culture des Sans ? Les pays nordiques sont-ils disposés à approuver et à favoriser une coopération culturelle avec les Sans ? L'humanité tout entière ne pourrait que bénéficier du partage des connaissances de la culture ancestrale des Sans."

SOUTH AFRICAN SOCIAL SCIENCE RESEARCH AND DEVELOPMENT FORUM

[29 juin 1994]

[Original : anglais]

75. Le South African Social Science Research and Development Forum (Forum sud-africain de recherche-développement en sciences sociales) a entrepris un projet ayant pour objectif d'effacer les séquelles de l'apartheid dans la recherche sud-africaine. L'historique de ce projet, ses principaux éléments et objectifs sont expliqués ci-après.

Historique

76. Depuis les années 70, plusieurs mesures ont été prises pour assurer la formation et l'avancement de chercheurs noirs, tant dans le milieu universitaire qu'à l'extérieur, ainsi qu'en Afrique du Sud et au sein de la communauté exilée.

77. Les organisations communautaires et les syndicats ont été à l'avant-garde des efforts déployés pour appeler l'attention sur la nécessité de doter leurs communautés des moyens leur permettant de participer à la production et à la diffusion de l'information, à l'analyse et à la formulation des politiques. Auparavant déjà, le Syndicat national des mineurs, le Syndicat national des métallurgistes d'Afrique du Sud et les syndicats qui lui étaient affiliés, ainsi que le Congrès des syndicats sud-africains avaient reconnu l'importance de la recherche dans leurs négociations avec les employeurs ainsi que dans la lutte contre l'apartheid. L'Institute for Black Research de l'Université du Natal a été créé, entre autres raisons, pour donner à de jeunes chercheurs noirs la possibilité d'acquérir de l'expérience tout en servant leurs communautés.

78. Un organisme chargé de la recherche sur l'éducation en Afrique du Sud (Research on Education in South Africa - RESA) a été créé en 1980 au Royaume-Uni. L'un de ses objectifs était d'offrir à de jeunes chercheurs noirs la possibilité d'acquérir de l'expérience et une formation en collaborant à des projets ayant trait à la politique d'éducation en Afrique du Sud.

79. A la suite d'une conférence sur l'Afrique du Sud tenue à Harare en 1986, des chercheurs et enseignants noirs en exil ont créé le "South African National Working Group" qui a été financé par une organisation africaine établie à Dakar, le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique. Ses objectifs étaient d'inciter des érudits et jeunes chercheurs noirs sud-africains à étudier des domaines critiques du développement et de la politique et de publier des informations, autant que possible en Afrique du Sud. Cet exercice avait aussi pour but de développer la capacité des chercheurs noirs en utilisant l'infrastructure et les compétences méthodologiques du Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique; parallèlement, les chercheurs les plus expérimentés devaient conseiller leurs collègues plus jeunes.

80. Au cours des dernières années, la Fondation Ford a continué de financer la formation de chercheurs noirs dans les universités traditionnellement

réservées aux Blancs, sous forme de subventions aux programmes de recherche à l'Université de Witwatersrand, à l'Université du Natal et à l'Université du Cap. La Fondation Ford a aussi financé la formation à la recherche à l'Université du Cap occidental et à l'Université de Durban-Westville.

81. A Johannesburg, la Community Agency for Social Enquiry (CASE) a fait participer des chercheurs stagiaires à nombre de ses projets, dont l'étude sur les délégués syndicaux demandée par la Confédération des syndicats d'Afrique du Sud et coordonnée par Siphos Pityana en septembre 1991.

82. Depuis le 2 février 1990, les événements survenus et le processus de transformation en Afrique du Sud ont montré de façon encore plus pressante le besoin de chercheurs noirs. En septembre 1990, Shireen Motale, du service de la direction de l'enseignement de l'Université de Witwatersrand, a organisé un atelier de deux jours sur le thème "La formation pour la transformation" dans le cadre de l'évaluation du programme de formation de l'Université. Cet atelier a examiné les programmes de formation à la recherche de différents types d'institutions et organisations, à l'intérieur et à l'extérieur du milieu universitaire. La publication des comptes rendus de l'atelier (Training for Transformation, publiés par Shireen Motale) a suscité des débats de grande portée sur les différentes stratégies de formation des chercheurs, sur leur préparation à travailler dans différents milieux pour le passage à une société démocratique.

83. En janvier 1992, lors d'une conférence ayant pour thème la recherche pour la transformation, parrainée par le Centre canadien de recherche pour le développement international et tenue à l'Université du Natal, à Durban, Siphos Pityana, adjoint au Vice-Chancelier de l'Université de Fort Hare, a présenté une communication sur la question exposant les formes possibles d'intervention pour redresser les déséquilibres.

Objectifs

84. Le Forum sud-africain de recherche-développement en sciences sociales a été lancé lors d'une conférence organisée à l'Université de Fort Hare en janvier 1994. A cette conférence, de nombreux participants se sont prononcés en faveur d'une transformation radicale du système de recherche dans le domaine des sciences sociales comme moyen de faire progresser les compétences des groupes défavorisés. Le processus de transformation est multiforme, mais il est impératif de le fonder sur la lutte pour l'égalité, la justice sociale et l'émancipation de l'oppression raciale, l'élimination du chauvinisme ethnique et culturel, de l'exploitation de classe et de la marginalisation fondée sur le sexe. La monopolisation de l'acquisition des connaissances par les intellectuels blancs exige une réaction systématique et soutenue d'érudits critiques. De plus, le contrôle des ressources pour la recherche par une minorité justifie une réaction organisée et délibérée pour assurer l'égalité pour tous dans une nouvelle Afrique du Sud démocratique. Dans un premier temps, le Forum a décidé de mettre en oeuvre un programme destiné à transformer le système de recherche et à établir un programme national de promotion des capacités de recherche aux fins de lutter contre la sous-représentation raciale et sexuelle dans le domaine des sciences sociales et des humanités et d'établir un service des publications.

85. Les principaux objectifs du Forum sont les suivants :

a) Transformer radicalement le système des sciences sociales en Afrique du Sud;

b) Faciliter et coordonner la restructuration et la démocratisation du système des sciences sociales;

c) Lutter contre la sous-représentation raciale et sexuelle dans la recherche consacrée aux sciences sociales;

d) Promouvoir la diffusion des résultats de la recherche menée par des groupes traditionnellement défavorisés;

e) Favoriser et encourager les relations et la coopération avec les organismes régionaux, nationaux et internationaux qui se consacrent à la réalisation d'objectifs analogues.

ASSOCIATION MONDIALE DES GUIDES ET DES ECLAIREUSES

[14 juillet 1994]

[Original : anglais]

86. L'Association mondiale des guides et des éclaireuses (AMGE) a lancé, pour la période 1993-1996, une initiative de paix destinée à renforcer les efforts que déploient ses dirigeants pour favoriser l'esprit de tolérance et de compréhension internationale parmi ses membres.

87. Contribuer à la paix est le principal objectif de l'AMGE depuis sa fondation, en 1928. Depuis lors, l'Association n'a cessé de soutenir les efforts internationaux en faveur de la paix. Entre autres initiatives dans ce sens figurent la création de matériels de formation, diverses célébrations et un concours artistique. Douze thèmes de formation servent de base aux programmes organisés à l'échelle mondiale, à savoir :

Paix	Règlement des conflits
Culture et compréhension internationale	Partenariat
Paix intérieure	Nationalisme
Réfugiés	Les femmes oeuvrant pour la paix
Pluralisme et diversité	Réconciliation et reconstruction
Racisme	Education à la vie de famille

88. Les programmes et projets étant conçus au niveau local, les organisations membres de l'AMGE peuvent inclure, indépendamment, des projets ayant trait au racisme. Le projet "Présence" lancé par une organisation membre de l'AMGE au Brésil, en est un exemple. Ce projet offre aux jeunes la possibilité de prendre conscience, de façon critique, de leur rôle en tant que citoyens et d'élargir leurs connaissances de différentes cultures. Les éclaireuses ont participé à un échange entre pays qui comportait un séjour dans diverses familles et l'apprentissage des différences culturelles. Elles ont ensuite participé à un "Forum de l'avenir" pour évaluer l'expérience ainsi acquise.

89. L'AMGE a participé à la rédaction d'une déclaration sur le racisme : "Un appel à l'action : Levez-vous et exprimez-vous" (Statement on Racism: A Call to Action: Stand Up and Speak Out) élaborée lors d'un séminaire sur la résurgence du racisme en Europe (Seminar on the Rising Tide of Racism in Europe) qui s'est tenu les 29 et 30 août 1992 à Genève.

V. FONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE PROGRAMME DE
LA TROISIEME DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME
ET LA DISCRIMINATION RACIALE

90. Au 31 décembre 1994, le Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'action de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale avait enregistré une seule contribution de 500 000 couronnes (environ 73 000 dollars E.-U.) provenant du Gouvernement norvégien (voir annexe III).

91. Le Secrétaire général voudrait rappeler qu'au paragraphe 19 de sa résolution 48/91, l'Assemblée générale a invité tous les gouvernements, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et particuliers en mesure de le faire à verser des contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Annexe I

MANIFESTE EUROPEEN CONTRE LE RACISME

Parce que le racisme se banalise et devient diffus dans les pratiques quasi quotidiennes dans les sociétés d'aujourd'hui,

Parce que le racisme tend à se transformer en une manifestation non plus individuelle mais de foule,

Parce qu'il est véhiculé aujourd'hui par des organisations d'extrême droite reconnues par les différents systèmes politiques dans presque tous les Etats de l'Union européenne,

Parce que le racisme n'est plus la simple et détestable expression du rejet de la couleur de peau de l'autre, mais l'expression différentialiste et de rejet des cultures non nationales,

Parce que partout en Europe, se manifestent de manière visible l'expression de la xénophobie et la recrudescence des actes criminels contre les étrangers et particulièrement les minorités installées durablement en Europe,

Parce que le racisme n'est pas une opinion comme les autres mais un délit,

Pour toutes ces raisons, il est urgent que se regroupent les forces de paix, de justice, d'égalité, de tolérance et de fraternité dans l'Union européenne pour manifester leur rejet contre ce qui ne doit pas apparaître comme une fatalité : la montée de l'intolérance.

Pour toutes ces raisons, il est important que la voix de la raison se fasse entendre et exprime un appel à la solidarité avec ceux qui en souffrent quotidiennement.

Aujourd'hui, il devient vital que les forces vives des sociétés européennes revendiquent et intègrent dans leurs programmes et dans leur action quotidienne :

1. L'interdiction totale et sans appel de toute action, manifestation ou organisation d'obédience raciste, xénophobe ou fasciste par l'instauration d'un socle juridique et réglementaire européen rattaché au Traité de l'Union (Maastricht) n'omettant pas de préciser des mesures répressives réellement applicables.

2. Accorder un portefeuille en matière de lutte contre le racisme à un des commissaires de l'Union européenne. Ce commissaire aurait les compétences nécessaires lui permettant d'observer, de poursuivre devant la justice les auteurs de crimes racistes et de veiller au respect du droit d'appel, du droit à l'aide juridique et du droit aux dédommagements pour les victimes.

3. La révision, voire l'abrogation, des lois des Etats de l'Union qui pourraient renfermer des mesures antiégalitaires entre les migrants et les autochtones et qui exprimeraient un racisme institutionnel latent.

4. La promotion de mesures éducatives et pédagogiques contre les manifestations du racisme et l'interdiction des manifestations racistes ou xénophobes dans l'enseignement, l'éducation, et les médias fondées sur la discrimination de la race, la couleur, l'origine ethnique ou le sexe.
5. Le soutien actif à la proposition d'un "projet de directive du Conseil européen" relative à l'élimination des discriminations raciales appelé "ligne de départ" et l'appel aux différents gouvernements des pays de l'Union européenne pour en prendre acte.
6. L'implication active dans la campagne européenne du Conseil de l'Europe contre le racisme.
7. Le soutien des conclusions hautement civiques de "la rencontre internationale pour le droit de vivre en famille des immigrés en Europe".
8. Le soutien actif et la participation à la diffusion du "Passeport contre le racisme" édité à l'initiative de la Fondation "France-Libertés".
9. Octroyer un statut juridique propre à toutes les femmes migrantes et ce, dans tous les Etats membres de l'Union européenne. Toutes les campagnes et politiques antiracistes doivent faire spécifiquement référence aux femmes migrantes et prendre en compte leurs problèmes spécifiques.
10. Lancer une campagne appelant les migrants naturalisés dans les différents pays de l'Union à participer aux élections européennes et sensibiliser l'opinion publique contre le racisme durant toute cette campagne.
11. Modifier le Traité de Rome afin que l'octroi de la citoyenneté de l'Union européenne, qui est accessible à tous les ressortissants des Etats membres, soit élargi à l'ensemble des résidents qui souhaitent en bénéficier sans qu'ils doivent nécessairement devenir des citoyens naturalisés d'un Etat membre.
12. L'assouplissement des réglementations relatives au droit d'asile.
13. Elargir les pouvoirs du Parlement européen dans le contrôle des différents gouvernements dans l'application des législations contre le racisme.
14. Faire du 21 mars 1994 une véritable journée active de lutte contre le racisme et la xénophobie dans le cadre d'une campagne d'une semaine dans toutes les villes de l'Europe.

Les signataires :

Forum des migrants de l'Union européenne, Euro Citizen Action Service, Caritas Europe, Lobby européen des femmes, Comité économique et social de l'Union, Fondation "France-Libertés", SOS-Racisme international, Coordination européenne pour le droit des étrangers à vivre en famille, UNITED for intercultural Action, Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, Commission des Eglises auprès des migrants en Europe.

Annexe II

RESOLUTION ADOPTÉE PAR L'INTERNATIONALE LIBÉRALE

Résolution adoptée à l'unanimité par le Comité exécutif
Budapest, 28 novembre 1993

Contre la propagation de la xénophobie et de l'intolérance

Le Comité exécutif de l'Internationale libérale, réuni à Budapest les 28 et 29 novembre 1993,

S'engageant à respecter le principe de l'épanouissement de tous les citoyens et le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction,

Regrettant les effets préjudiciables, sur la dimension humaine de nos sociétés multiculturelles et multi-ethniques, des conflits qui ont récemment éclaté à la suite des changements politiques survenus en Europe et dans d'autres régions du monde, l'insécurité conduisant facilement à l'intolérance et à la xénophobie,

Déplorant toutes les formes de haine raciale ou ethnique, d'antisémitisme, de xénophobie et de discrimination contre quiconque,

Ayant conscience que l'éducation et la communication (information et médias) jouent un rôle essentiel dans le processus de compréhension et de tolérance, première étape sur la voie du respect de différentes cultures, appartenances ethniques et religions, mais ne pourront jouer ce rôle que graduellement et avec l'aide des nouvelles générations,

Constatant que les minorités nationales sont essentielles à nos sociétés et qu'elles jouent un rôle central dans les nouvelles structures politiques de l'Europe,

Lance un appel pour :

Protéger la diversité religieuse, culturelle et ethnique de nos sociétés;

Lutter contre toutes les formes de haine raciale ou ethnique, d'antisémitisme, de xénophobie et de discrimination contre quiconque;

Tenir tout spécialement compte, dans la formulation des objectifs de l'éducation à la tolérance et au respect des différentes cultures, des problèmes de discrimination ethnique et religieuse;

Assurer des chances égales d'éducation, en tant que droit fondamental de tout citoyen, la société ayant la responsabilité de fournir les moyens nécessaires à cette fin;

Elaborer des instruments internationaux ayant force de loi qui protègent des droits spéciaux aux fins d'assurer la préservation de l'identité ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse et l'exercice sans obstacle de ces droits.

Annexe IIIFONDS D'AFFECTATION SPECIALE POUR LE PROGRAMME D'ACTION POUR LA TROISIEME DECENNIE DE LA LUTTE
CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALEContributions reçues des gouvernements depuis l'établissement du Fonds d'affectation spéciale
jusqu'au 31 décembre 1994

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Pays	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Allemagne (République fédérale d')	4 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	1 000	-	-	-	-	-	5 000	-	-
Bahamas	-	-	500	500	-	-	-	4 500	-	-
Bangladesh	-	-	1 000	-	-	-	-	448,85	-	-
Belgique	1 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cameroun	-	2 711	-	-	906	-	-	-	-	-
Canada	-	2 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-	-
Danemark	8 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dominique	-	-	-	-	-	-	-	1 993	-	-
Espagne	1 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Finlande	5 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-	-
Indonésie	-	-	-	-	2 500	-	-	-	-	-
Italie	-	4 000	-	10 000	-	-	-	-	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-
Jamaïque	-	-	-	-	500	-	-	-	-	-
Japon	-	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	5 934	-	-	-
Malaisie	-	-	-	-	-	-	-	500	-	-
Norvège	10 000	10 000	-	-	-	-	-	-	-	73 000
Pays-Bas	-	5 000	-	-	-	-	-	-	-	-
République arabe syrienne	-	-	1 000	-	-	-	-	-	-	-
République de Corée	-	-	-	-	3 000	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-	-	-	-	-	-	-	1 000	-	-
Suède	5 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaziland	-	-	-	-	760	-	-	-	-	-
Thaïlande	-	-	-	-	-	-	-	1 000	-	-
Tunisie	-	-	-	-	-	2 000	-	-	-	-
Total	34 500	34 711	37 500	20 500	27 666	12 000	15 934	24 441,85	10 000	73 000
